

■ YVES NIDEGGER, CONSEILLER NATIONAL SORTANT, CANDIDAT UDC/GE

«Défendre le modèle suisse est une urgence politique»

Yves Nidegger est avocat et conseiller national depuis 2007, où il siège dans les Commissions judiciaire, des affaires juridiques et de politique extérieure. Il est également auteur de nombreux rapports qui défendent les propositions de son parti, notamment sur les relations entre droit suisse et droit international, ainsi que sur les questions migratoires. Il est membre de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre.

- En vous représentant le 20 octobre au Parlement, comptez-vous poursuivre les mêmes priorités politiques?

- Oui. Les conservateurs dont je suis veulent changer ce qui ne fonctionne pas et conserver ce qui marche bien. A la différence des progressistes, qui veulent changer pour changer. Et des progressistes de gauche qui veulent changer tout ce qui marche bien. Ce qui marche bien en Suisse: plus de libertés, plus de prospérité, une meilleure protection de la nature que chez nos voisins, on le doit essentiellement au fédéralisme et à la démocratie directe, qui sont l'intelligence collective en action. Ainsi qu'à la neutralité. En imposant la prise de décision au plus bas niveau possible, le fédéralisme permet d'inventer la solution là où le problème se pose et de profiter d'une saine concurrence entre les cantons. En impliquant toutes les opinions dans le processus, la démocratie directe débouche sur des décisions globalement plus intelligentes que celles prises par les élites seules. Quant à la neutralité, elle nous a protégés de la destruction des guerres qui ont frappé chaque génération chez nos voisins et a concouru à l'accumulation de la richesse nationale en l'absence de toute matière première, d'accès à la mer ou de colonies. Le modèle suisse est aujourd'hui attaqué de toute part. Surtout à Berne. En le défendant, j'ai la conviction d'œuvrer directement au maintien des conditions cadres de la prospérité de notre canton.

- Concernant l'environnement en Suisse, quel bilan tirez-vous?

- Les Suisses sont très attachés à leur cadre naturel de vie et la démocratie directe n'est pas étrangère au fait que notre environnement se porte plutôt mieux, en comparai-



Yves Nidegger: «Les conservateurs dont je suis veulent changer ce qui ne fonctionne pas et conserver ce qui marche bien».

son européenne, et que nos sols et nos cours d'eau soient en meilleur état. Les émissions de substances nocives baissent depuis des décennies. Cette préservation de notre environnement naturel se poursuivra grâce à la volonté populaire et aux réalisations de la science et de la technique et non par les taxes et les contraintes bureaucratiques que certains veulent imposer à l'agriculture, aux arts et métiers et au tourisme. Je souhaite que les auteurs d'oppositions infondées, qui retardent les projets de construction et d'infrastructure, par exemple, assument les coûts résultant de leur action et que l'abus du droit de recours auquel se livrent cer-

taines associations soit combattu. Pour le reste, on ne peut continuer à ignorer que l'immigration d'un million d'habitants supplémentaires en Suisse au cours des derniers dix ans a eu un impact majeur sur l'environnement, en obligeant à revoir à la hausse nos infrastructures totalement dépassées.

- Et en matière de politique climatique?

- Vous voulez savoir quel nouvel impôt ou nouvelle taxe j'ai inventés en guise d'alibi climatique à l'approche des élections? Aucun! Il existe d'excellentes raisons tout à fait rationnelles de vouloir passer des énergies fossiles, encore abondantes mais limitées et polluantes, à des énergies renouvelables et propres. Ces raisons seront le vrai moteur de la transition en cours; l'hystérie actuelle n'est qu'un prétexte de plus pour augmenter les impôts. Tout le monde sait qu'on ne change pas la température de l'atmosphère en donnant plus d'argent à l'Etat. Le Pacte de l'ONU pour l'environnement prétend figer la température actuelle, qui a commencé à augmenter naturellement dès avant l'ère industrielle, en écrasant l'Occident de charges financières incalculables et de régulations paralysantes. Pendant que les principaux pollueurs, c'est-à-dire les pays en voie d'industrialisation, non touchés par le pacte, pourront continuer. La Suisse doit organiser sa transition énergétique calmement et pour des raisons qui lui appartiennent. Croire qu'on sauvera le monde en faisant vœu de pauvreté relève de la religion. A titre personnel, c'est tout à fait honorable, mais présenter cela comme une politique publique, c'est de la foutaise. ■

*Propos recueillis par
Véronique Stein*